

PLAN GENERAL DE COORDINATION
EN MATIERE DE SECURITE & DE PROTECTION DE LA SANTE
(PGC SPS)

Etabli conformément aux dispositions de la loi
Du 31.12.1993 et du décret du 26.12.1994 et du décret 2203-68 du 24/01/2003

OPERATION :
CONSTRUCTION D'UN
CENTRE D'EXAMEN PERMIS DE CONDUIRE

Pour le compte du : DDT55

Établi : 27/10/2024

ADRESSE DU CHANTIER :

Chemin de Popey - 55000 - BAR LE DUC

<u>MISES A JOUR</u>			
IND.	DATE	LIBELLE	NOM
0	27/10/2025	Création	C. BRESSAN

S O M M A I R E

1. - RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF INTERESSANTS LE CHANTIER	3
1.1. - Définition de l'opération	3
1.2. - Coordonnées des intervenants	3
1.3. - Coordonnées des organismes préventifs	4
1.4. - Autorisation administrative	4
2. - MESURES D'ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER ARRETEES PAR LE MAITRE D'ŒUVRE ET LE COORDONNATEUR	5
2.1. - Caractéristiques de l'environnement et des servitudes	5
2.2. - Organisation générale et installations de chantier	5
2.3. - Cantonnement	5
2.4. - Accès chantier	6
2.5. - Parking des véhicules du personnel	6
2.6. - Dispositions prises pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier	6
2.7. - Stockage	7
2.8. - Alimentation générale électrique - eau	7
2.9. - Incendie	8
3. - MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR EN MATIERE DE SECURITE ET DE SANTE	8
3.1. - Conditions de stockage, d'élimination ou d'évacuation des déchets et des décombres ordinaires	8
3.2. - Conditions de stockage, d'élimination ou d'évacuation des déchets dangereux	9
3.3. - Autorité et moyens budgétaires du cps en cas de carence d'une ou plusieurs entreprises	10
3.4. - Travaux en hauteur	10
3.5. - Echafaudages	10
3.6. - protection des accès – auvents	12
3.7. - Appareils de levage	12
3.8. - Conditions de manutention des différents matériaux et matériels	14
4. - MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTION SUR LE SITE (INTERFERENCE DE TACHES) ET TRAVAUX SPECIFIQUES	14
4.1. - Planification des travaux	14
4.2. - Protections collectives	15
4.3. - Déplacements des protections collectives	15
4.4. - Protections individuelles	15
4.5. - Mesures prises en matière d'interaction sur le site	16
5. - ORDRE ET SALUBRITE SUR LE CHANTIER	17
5.1. - Nettoyage	17
6. - RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPERATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'EVACUATION DES PERSONNELS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIERE	17
6.1. - Organisation des secours	17
6.2. - Déclaration d'accident	18
7. - MODALITES DE COOPERATION ENTRE LES ENTREPRENEURS, EMPLOYES OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS	19
7.1. - Entreprises désignées par le maître d'ouvrage	19
7.2. - Sous-traitants	19
7.3. - Travailleurs indépendants	20
7.4. - Interimaires	20

1. - RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF INTERESSANTS LE CHANTIER

1.1. - DEFINITION DE L'OPERATION

Les différents entrepreneurs doivent prendre parfaite connaissance du présent document, en retirer les éléments nécessaires à la mise au point de leur proposition et se conformer rigoureusement, lors de l'exécution des travaux, aux dispositions qu'il contient.

Les prestations définies dans ce document font partie intégrante du marché de chaque entreprise.

En concertation avec le Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé, le Maître d'Ouvrage et le Maître d'Œuvre se réservent le droit de faire exécuter par toute entreprise de leur choix, en lieu et place et aux frais des entreprises titulaires défaillantes, tout ou une partie des travaux ou des aménagements dus par celles-ci au titre de la sécurité, de la protection de la santé et de l'hygiène des travailleurs.

1.1.1. - DESIGNATION

CONSTRUCTION D'UN
CENTRE D'EXAMEN PERMIS DE CONDUIRE

1.1.2. - ADRESSE

4 RUE ANTOINE DURENNE – 55000 BAR LE DUC

1.1.3. - DECLARATION PREALABLE

Sans objet

1.1.4. - DESIGNATION DES LOTS

LOT 01 – VRD / GROS ŒUVRE
LOT 02 – BATIMENT MODULAIRE

1.1.5. - DATE PRESUMEE DU DEBUT DES TRAVAUX

Début 2026

1.1.6. - DELAI PREVISIONNEL D'EXECUTION DES TRAVAUX

7 mois

1.1.7. - EFFECTIF PREVISIONNEL DES TRAVAILLEURS APPELES A INTERVENIR SUR LE CHANTIER

380 Hommes / jour

1.1.8. - NOMBRE PRESUME D'ENTREPRISES APPELEES A INTERVENIR SUR LE CHANTIER

2 à 5 entreprises

1.1.9. - CATEGORIE DE L'OPERATION

3^{ème} catégorie (coordination du niveau 3)

1.2. - COORDONNEES DES INTERVENANTS

1.2.1. - MAITRE D'OUVRAGE

DDT 55
14 RUE ANTOINE DURENNE
55000 BAR LE DUC

1.2.2. - MAITRES D'ŒUVRE

ARCHILOR - S.A.S. D'ARCHITECTURE

61 ter rue de Saint Mihiel
55200 COMMERCY
Tél. : 03 29 91 17 83
e-mail : commercy@archilor.fr

1.2.3. - CSPS

C.C.T.i.a

Mr Christian Bressan

18, avenue Gambetta
55000 BAR LE DUC
Tél : 06.77.08.54.30
e-mail: sps.bressan@orange.fr

1.3. - COORDONNEES DES ORGANISMES PREVENTIFS

1.3.1. - INSPECTION DU TRAVAIL

DDETSPP de la Meuse

Bâtiment B de la cité administrative
24 avenue du régiment d'infanterie
55000 BAR LE DUC
Tél. 03.29.76.78.34

1.3.2. - CAISSE REGIONALE D'ASSURANCE MALADIE

CARSAT NORD EST Service Prévention

85 rue de Metz
54000 NANCY
Tél. 03.83.34.49.49 - Fax. 03.83.34.48.70

1.3.3. - ORGANISME PROFESSIONNEL DES PREVENTIONS DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS

OPPBTP

71 rue des cinq-piquets
54000 Nancy
Tél. 03.83.20.20.03

1.3.4. - MEDECINE DU TRAVAIL

MEDECINE DU TRAVAIL DU BTP

37 bis rue Oudinot
55000 BAR LE DUC
Tél. 03.29.45.16.51 - Fax. 03.29.45.16.51

1.4. - AUTORISATION ADMINISTRATIVE

Il incombe aux entreprises d'établir toutes les demandes d'autorisation nécessaires à la réalisation de ses travaux et en particuliers :

- DICT
- Permis de voirie
- Autorisation des concessionnaires

2. - MESURES D'ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER ARRETEES PAR LE MAITRE D'ŒUVRE ET LE COORDONNATEUR

2.1. - CARACTERISTIQUES DE L'ENVIRONNEMENT ET DES SERVITUDES

2.1.1. - CONTRAINTES DU SITE

L'attention des entreprises est attirée sur le fait que les travaux seront exécutés à proximité de site occupé.

Il sera procédé à des états des lieux avant travaux cet états des lieux sont destinés à éviter d'avoir à engager par l'entreprise. des dépenses indues de remise en état après travaux, Si l'état des lieux est réalisé par un huissier à la demande de l'entreprise les frais seront à la charge de l'entreprise.

Chaque entrepreneur devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour réduire, dans la mesure du possible, les gênes imposées aux usagers, notamment celles qui pourraient être causées par les difficultés d'accès, le bruit, les fumées, les poussières, etc...

Les circulations et accès seront dégagés et nettoyés autant que nécessaire. Les travaux doivent être exécutés dans le respect le plus strict des obligations du Maître d'Ouvrage envers les tiers.

2.1.2. - DEGRADATIONS DE L'ENVIRONNEMENT

L'entrepreneur devra s'efforcer d'apporter la gêne minimale aux tiers en évitant toutes dégradations des lieux et de l'environnement. Il devra attacher une grande importance au respect du site.

De plus, en concordance avec les constats vus au 2.1.1, les éventuels dommages ou indemnisation des dégâts seront à la charge des entreprises.

2.1.3. - ACCES AU CHANTIER

Sans objet :

2.2. - ORGANISATION GENERALE ET INSTALLATIONS DE CHANTIER

2.2.1. - CLOTURE DE CHANTIER

Le titulaire du **Lot N°1** devra mettre en place une clôture qui délimitera la zone de stockage, des bennes à déchets. Elle sera d'une hauteur minimum de 2 mètres de type Héras ou équivalent.

Des panneaux réglementaires seront mis en place, sur l'ensemble de la clôture :

« CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC »,

2.2.2. - PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER

Préalablement à l'exécution des travaux, le titulaire du **Lot N° 1** soumettra à l'accord du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS, le plan des installations de chantier, qui devront préciser :

- La clôture de chantier
- Les zones de stockage.
- L'emplacement de l'armoire électrique de chantier et de ces coffrets divisionnaires.

2.3. - CANTONNEMENT

L'entreprise du **Lot N°1** mettra en place le cantonnement général de chantier pour tous les intervenants : sanitaires, vestiaires, réfectoires.

Les cantonnements seront disposés de telle sorte que leur accès ne nécessite pas de traverser les zones de travaux ou de stockages.

Ces installations devront répondre à l'ensemble des normes en vigueur, y compris la réglementation relative à la sécurité incendie.

Chaque entreprise devra signifier à ses employés ainsi qu'à ses sous-traitants l'obligation du respect soigneux des installations communes.

L'ensemble de la zone cantonnement sera aménagé sur une plate-forme préalablement préparée pour recevoir ces équipements et permettre de maintenir pendant toute la durée du chantier une zone de cantonnement parfaitement praticable.

2.3.1. - SANITAIRE

Au minimum 1 W.C, et 1 lavabo, seront installés, ils seront communs aux entreprises intervenant sur le site, l'entreprise du **LOT 01** assurera leur entretien jusqu'à la fin des travaux (nettoyage, remplacement du matériel hors d'usage). Le nettoyage devra être quotidien
Il devra être raccordé aux réseaux d'eaux usées.

L'eau chaude et l'eau froide doivent être distribuées par des mélangeurs individuels. Les lavabos seront garnis d'agent lavant.

Chaque entreprise devra fournir à son personnel du papier toilette, essuie-mains et de l'agent lavant.

Chaque entreprise devra signaler sans attendre au maître d'ouvrage, maîtrise d'œuvre et coordonnateur SPS toutes dérives aux niveaux des installations de chantiers (propreté, accès, alimentation en eau et énergie)

2.3.2. - VESTIAIRES- REFECTOIRES

Les trépieds gaz sont interdits dans les locaux repas.

Le réfectoire et vestiaire aménagés seront de surface suffisante pour accueillir tous les salariés ayant à intervenir sur le site, soit 10 personnes en période de pointe.

Leur entretien sera assuré par l'entreprise du **Lot N°1**, il sera chauffé, ventilé, éclairé.

Les équipements armoires vestiaires, chauffe-gamelle, tables, chaises, armoire garde-manger, réfrigérateur seront à la charge de l'entreprise générale.

Il sera prévu des extincteurs à poudre polyvalente ayant subi les vérifications réglementaires.

2.3.3. - BUREAUX DE CHANTIER – SALLE DE REUNION

Le bureau de chantier sera de surface suffisante pour accueillir tous les intervenants du chantier (maître d'ouvrage, maître d'œuvre, coordonnateur SPS, intervenants extérieurs, responsables d'entreprises) soit au minimum 25 m². Il sera équipé d'une table, de 20 chaises, un tableau d'affichage, une armoire à clé. Il sera chauffé et éclairé, raccordé sur le réseau électrique de chantier. A la charge du **LOT N° 01**

2.4. - ACCES CHANTIER

Tous les intervenants devront veiller à ce que les circulations soient propres et libres de tout obstacle. En particulier, il est interdit d'y entreposer du matériel et des matériaux.

2.5. - PARKING DES VEHICULES DU PERSONNEL

Les véhicules du personnel pourront stationner dans l'enceinte du chantier. La zone de stationnement devra être définie sur le plan d'installation de chantier.

2.6. - DISPOSITIONS PRISES POUR QUE SEULES LES PERSONNES AUTORISEES PUISSENT ACCEDER AU CHANTIER

Chaque entrepreneur transmettra au coordonnateur SPS la liste du personnel appelé à intervenir sur le chantier. Chaque salarié intervenant sur le site devra être identifiable.

Seuls les personnels identifiables sont autorisés à accéder au chantier.
Cette disposition permettra de lutter efficacement contre la présence de personne étrangère aux travaux et les vols de matériel ou outils.

2.7. - STOCKAGE

Il devra être prévu une zone de stockage dans la zone de cantonnement. Les zones prévues à cet effet seront portées sur le plan général des installations de chantier. Les entreprises devront informer le Maître d'Œuvre de leurs besoins de stockage de matériaux sur le chantier.

2.8. - ALIMENTATION GENERALE ELECTRIQUE - EAU

2.8.1. - ELECTRICITE

A partir du point de livraison d'électricité, l'entreprise du **Lot N°1** devra réaliser l'ensemble de l'installation électrique provisoire du chantier. Les réseaux de distribution et d'alimentation extérieurs seront réalisés sous fourreaux afin d'éviter le risque d'accrochage des lignes. Et comprendra de façon distincte :

- L'installation de distribution électrique nécessaire aux besoins du chantier et dans les étages.
- Le nombre d'armoires sera calculé de façon à ce qu'il y ait au moins une armoire dans un rayon égal à 25 m et au minimum un coffret par étage.
- En aucun cas, l'installation des bâtiments ne pourra être utilisée.
-

Les installations électriques doivent être conforme à la réglementation..

Eclairage de chantier

Les niveaux d'éclairage seront conformes aux règles d'éclairage et d'éclairage fixés par le décret n° 83721 du 2 août 1983 et codifiés dans le code du travail sous les articles R 4323 (1 à 10).

Rappel minimum

Zones et voies de circulation (escalier, etc...)	60 lux
Zones de travail, vestiaires, sanitaires	120 lux
Postes de travail permanents	200 lux

L'éclairage doit permettre la circulation dans tout le chantier.
Les appareils d'éclairage doivent être résistants aux chocs et à l'eau.

CHAQUE ENTREPRISE EST RESPONSABLE DE L'ECLAIRAGE DE SON POSTE DE TRAVAIL. LE TITULAIRE NE DOIT QUE L'AMENE DU COURANT DANS UNE ARMOIRE, SUIVANT UNE REPARTITION DEFINIE CI-DESSUS :

Tout le matériel électrique utilisé par les entreprises devra être CONFORME à la réglementation en vigueur sur les chantiers. Chaque entreprise désignera une personne qui sera chargée de son entretien :

❖	Rallonges	Type H 07 RNF
❖	Enrouleurs	Catégorie B NFC 61.720
❖	Prises	Incassables - Protection IP447
❖	Baladeuse	NFC 71.008
❖	Phare halogène	Norme NF avec grille de protection

2.8.2. - EAU

A partir d'un point d'eau demandé par l'entreprise du **Lot N°01**, celle-ci réalisera le raccordement des installations de chantier.

2.9. - INCENDIE

2.9.1. - REGLES RELATIVES AU STOCKAGE ET A LA MISE EN ŒUVRE DES PRODUITS INFLAMMABLES

Les produits inflammables (résines, durcisseurs, colles, solvants, huiles, produits de nettoyage du matériel, décapant, carburant, ...) seront stockés dans des lieux facilement accessibles et largement ventilés.

2.9.2. - DISPOSITIONS PRISES POUR EVITER ET LUTTER CONTRE L'INCENDIE

RAPPEL: LES FEUX SONT INTERDIT SUR LES CHANTIER

Pour tout travail par point chaud, il sera mis à proximité des travaux un extincteur ayant subi les vérifications réglementaires et de classe correspondant au risque engendré.

- **Classe A :** Feux de matériaux solides.
- **Classe B :** Feux de liquides ou solides liquéfiables.
- **Classe C :** Feux de gaz.

3. - MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR EN MATIERE DE SECURITE ET DE SANTE

3.1. - CONDITIONS DE STOCKAGE, D'ELIMINATION OU D'EVACUATION DES DECHETS ET DES DECOMBRES ORDINAIRES

3.1.1. - EVACUATION DES GRAVATS ET DES DECHETS ORDINAIRES

Les entreprises devront suivre la Charte de gestion des déchets de chantier du BTP dans la Meuse.

EXTRAITS DE LA CHARTE POUR LA GESTION DURABLE DES DECHETS DE CHANTIER (Février 2007)

Depuis juillet 2002, en application de la loi du 13 juillet 1992, seuls les déchets ultimes peuvent être mis en décharge. L'obligation de tri et de valorisation s'impose donc dorénavant à l'ensemble des déchets, qu'ils soient par des particuliers ou par les autres acteurs économiques.

En application de la circulaire interministérielle du 15 février 2000, la direction départementale de l'équipement a assuré l'animation d'une réflexion locale visant à planifier la gestion des déchets de chantier. La commission départementale de la gestion des déchets de chantier du BTP, constituée dans ce cadre avec les principaux acteurs des secteurs concernés, a élaboré un plan départemental de gestion des déchets issus des chantiers de BTP.

L'élimination dans de bonnes conditions des déchets du BTP constitue un enjeu majeur pour tous les intervenants de l'acte de construire, réhabiliter, exploiter ou entretenir des infrastructures, des bâtiments.

Les incidences sur l'environnement d'une gestion inadaptée des déchets sont multiples en termes de pollution de l'eau, des sols ou de l'air, en termes paysagers, en termes de nuisances sonores comme en termes de préservation des ressources en matières premières et d'énergie ou d'émission de gaz à effets de serre.

Les incidences économiques sont particulièrement importantes à la fois pour les entreprises dont l'activité est productrice de déchets, les maîtres d'ouvrage du BTP, les entreprises de traitement et de valorisation de ces déchets et des collectivités compétentes en matière de gestion des déchets. La prise en compte de la problématique déchets le plus en amont possible et tout au long de la vie des projets permettra à la fois la mise en place et le développement des filières aux meilleures conditions économiques et préservera le cadre du développement des territoires et des activités.

EXTRAITS DU GUIDE PRATIQUE DE GESTION DES DECHETS DE CHANTIER - EDITION 2005

Loi du 13 juillet 1992 : Principe du Pollueur/payeur et enfouissement réservé aux déchets ultimes (déchets non valorisables dans les conditions technico-économiques du moment) depuis juillet 2002.

Circulaire du 15 février 2000 ; Plan de gestion des déchets du bâtiment et des travaux publics.

Pour les entreprises responsables de l'élimination des déchets, il est conseillé de :

- Proposer l'utilisation de matériaux moins polluants, recyclés, recyclables.
- Veillez à la réduction des déchets à la source (emballages consignés, limiter les chutes.....).
- Réaliser un tri sur le chantier en séparant au minimum les 3 catégories de déchets (inertes, déchets banals et déchets dangereux).
- Orienter les déchets vers les filières conformes à la réglementation.
- Assurer la traçabilité des déchets. Les bordereaux de suivi des déchets sont OBLIGATOIRES pour les déchets dangereux et recommandés pour tous les types de déchets (bon d'enlèvement à demander et à conserver 3 ans).

Il est interdit de :

- Bruler les déchets à l'air libre sur les chantiers.
- Enfouir les déchets dans les tranchées sur le chantier.
- Abandonner les déchets dans la nature.
- Déverser des déchets solides, liquides dans le réseau d'assainissement collectif sans autorisation.

3.1.2. - REGLES GENERALES DE NETTOYAGE

Chaque entreprise a, la charge de :

- Laisser quotidiennement le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux dont il est chargé.
- Effectuer une séparation sur le chantier entre les déchets inertes, les déchets banals (recyclables et non recyclables), les déchets d'emballage, et les déchets dangereux.
- Trier parmi les déchets banals ceux qui sont recyclables : les emballages, le bois, les métaux, le verre, certains plastiques.
- Evacuer ses déchets vers des filières conformes à réglementation.
- Assurer une formation adéquate sur la gestion des déchets auprès des chefs de chantiers et les compagnons.
- Nettoyer, réparer et remettre en état les installations qu'il a salies ou détériorées.

En cas de non respect des exigences ci-dessus, le maître d'œuvre se réserve la possibilité, après simple demande en rendez-vous de chantier non suivie d'effet dans la semaine suivante, de faire intervenir aux frais des l'entreprises défailtantes une entreprise de nettoyage extérieure.

Le brûlage sur le chantier, les délestages en bord des routes, le rejet à l'égout, sont proscrits.

RAPPEL

Déchets Inertes : Gravois, béton, tuile.....

Déchets banals : revêtement de sol, de mur, bois, plastique, verre.....

Déchets dangereux : peintures, solvant, colles, bitume.....

Trois bennes à déchets seront nécessaire pour ce chantier.

3.2. - CONDITIONS DE STOCKAGE, D'ELIMINATION OU D'EVACUATION DES DECHETS DANGEREUX

3.2.1. - STOCKAGE DES DECHETS DANGEREUX

Chaque entreprise est responsable de ses déchets réputés dangereux. Ils devront être évacués le plus rapidement possible. La procédure de stockage fera l'objet d'un accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS. Si nécessaire des autorités compétentes.

Les entreprises indiqueront dans les P.P.S.P.S. si leurs travaux comprennent la mise ne œuvre de substances ou de préparations dangereuses pouvant provoquer intoxication, incendie ou explosion.

Elles devront communiquer au Coordonnateur SPS :

- Une copie des fiches de données sécurité de ces produits.
- Les règles de stockage de ces substances, en précisant notamment les installations électriques et les dispositifs de ventilation qu'elles mettront en œuvre, afin de prévenir tout risque d'explosion.
- Les dispositifs de ventilation des lieux de travail installés lors de l'utilisation de ces produits dangereux.

3.3. - AUTORITE ET MOYENS BUDGETAIRES DU CSPS EN CAS DE CARENCE D'UNE OU PLUSIEURS ENTREPRISES

Si le CSPS est amené à faire réaliser le nettoyage du chantier du fait de la carence d'un ou plusieurs entrepreneurs, sous couvert du Maître d'Ouvrage et du Maître d'Œuvre, les frais entraînés par cette mesure seront intégralement répercutés à l'entreprise ou aux entreprises déficientes.

3.4. - TRAVAUX EN HAUTEUR

Les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisés comme poste de travail. Toutefois, ces équipements peuvent être utilisés en cas d'impossibilité technique de recourir à un équipement assurant la protection collective des travailleurs ou lorsque l'évaluation du risque a établi que ce risque est faible et qu'il s'agit de travaux de courte durée ne présentant pas un caractère répétitif. (Art. R. 4323-63).

Les accès communs à l'échelle, ne seront admis que :

- si des fixations en pied et en tête sont mises en place,
- si la hauteur d'accès ne dépasse pas 3 mètres,
- si l'échelle dépasse d'au moins un mètre le niveau d'accès,
- si les équipements, matériels, matériaux transitent par un autre moyen,
- si l'emprise au sol est protégée contre les chocs dus à la circulation d'engins ou de véhicules,

Quelle que soit la hauteur de travail, ces travaux seront effectués à l'aide, de plate-forme de travail, de plate-forme individuelle roulante, d'échafaudages roulants, de nacelle élévatrice ou d'échafaudage de pied. Ce matériel devra répondre à la réglementation en vigueur et normalisé.

En tout état de cause, ces matériels devront être montés ou évolués sur des surfaces stabilisées.

L'attention des entreprises est attirée sur le risque de travailler sur une plate-forme à partir d'un plancher ou d'un platelage à proximité d'une rive (vide de construction ou ouverture). L'intervention sera obligatoirement réalisée à partir d'une plate-forme de travail stable et normalisée. Une surélévation de la protection pourra être rendue nécessaire, afin de conserver la hauteur de protection.

3.5. - ECHAFAUDAGES

Chaque corps d'état doit, la protection de son personnel pour l'exécution de ses ouvrages et le matériel correspondant à mettre en place sur le chantier, et ce, pendant toute la durée du chantier. Toutefois,

- Lorsqu'une entreprise met des matériels à la disposition d'une autre entreprise, ils doivent être en bon état.
- Les échafaudages ne peuvent être montés, démontés ou sensiblement modifiés que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs qui ont reçu une formation adéquate et spécifique aux opérations envisagées.
- Le chef d'établissement doit, quotidiennement, réaliser ou faire réaliser un examen de l'état de conservation en vue de s'assurer que l'échafaudage n'a pas subi de dégradation perceptible pouvant créer des dangers.

Lorsque des mesures s'imposent pour remédier à ces dégradations, elles sont consignées sur le registre prévu à cet effet.

L'entreprise devra faire un examen approfondi de l'état de conservation de son échafaudage tous les 3 mois au maximum.

- Sur le chantier, la notice du fabricant doit être disponible dans le registre de sécurité.

3.5.1. - MISE À DISPOSITION DU MATERIEL

La mise à disposition du matériel devra faire l'objet d'un accord préalable auprès des entreprises.

3.5.2. - INSTALLATION DE L'ECHAFAUDAGE

L'entreprise qui installe un échafaudage, de pied et/ou roulant devra :

- Apposer sur l'équipement en cours de montage, de modification, de dépose un **PANNEAU ROUGE << ACCES INTERDIT >>**
- Apposer sur celui-ci un **PANNEAU VERT << ACCES AUTORISE >>** après vérification de conformité par la personne compétente et habilitée

L'entreprise qui utilise un échafaudage, installé par une autre entreprise devra appliquer la totalité des démarches suivantes :

- s'assurer de la présence du panneau d'autorisation d'accès,
- qu'il soit adapté à l'usage qu'elle veut en faire,
- qu'il présente les sécurités requises,

Il lui est interdit, de modifier cet équipement sans que le propriétaire en soit expressément averti par demande préalable et sans accord de ce dernier.

3.5.3. - REGLES GENERAL

Echafaudages de hauteur < 31 m : **CONFORME A LA NORME NF P HD 1000**

D'une manière générale, les échafaudages devront notamment être équipés **OBLIGATOIREMENT** :

- de plancher tous les deux mètres maximum,
- d'accès par l'intérieur,
- de trappes en état de fonctionnement,
- de plinthes, de lisses et sous lisses.

Ils devront être conformes aux normes, aucun mélange de matériels de marques différentes ne doit le constituer.

3.5.4. - MONTAGE ET DEMONTAGE EN SECURITE

Utiliser de préférence un matériel préfabriqué permettant le montage et le démontage en sécurité, c'est-à-dire dont les planchers sont bordés de leur garde-corps lorsque le monteur y séjourne pour la poursuite du montage et du démontage.

3.5.5. - NOTICE TECHNIQUE DU CONSTRUCTEUR

a) Contenu :

La notice détaillera les constituants de l'échafaudage en précisant les :

- caractéristiques dimensionnelles (maille, éléments...)
- caractéristiques techniques :
 - charges d'utilisation des planchers
 - valeur des efforts transmis aux amarrages
 - disposition des amarrages
 - poids propres des éléments
 - charges sur appuis
 - possibilités de bâchage
- dispositions technologiques :

- contreventement
- planchers collaborants
- consoles
- potences
- dispositifs de sécurité (garde-corps, lisse)
- dispositifs d'accès aux planchers
- schémas de montage particuliers tels que encorbellements, interruption de poteaux
- instructions de montage :
 - description de la chaîne cinématique du montage et du démontage
 - dispositions complémentaires à prendre si la sécurité au montage et au démontage n'est pas intégrée dès la conception
- instructions de stockage, de manutention et de maintenance

3.6. - PROTECTION DES ACCES – AUVENTS

Des auvents assurant une protection efficace (en fonction du poids des objets susceptibles de tomber) devront être installés par l'entreprise, au-dessus et à l'aplomb des accès du bâtiment.

3.7. - APPAREILS DE LEVAGE

Il pourra être prévu l'utilisation de grues mobiles.

Il sera exigé pour l'appareil et les accessoires de levage :

- la conformité à la réglementation en vigueur (avec marquage CE et attestation de conformité le cas échéant, nom du fabricant, désignation du type, charge maximale d'utilisation, tableau de charges etc.)
- la remise d'une notice d'instructions en français
- les vérifications nécessaires (aptitude à l'emploi)
- la formation éventuelle des opérateurs

3.7.1. - VERIFICATIONS

Le chef d'entreprise devra faire effectuer ou s'assurer avant utilisation que les différentes vérifications ont bien été faites

Ces vérifications sont à faire :

- à la mise en service (tenir compte des vérifications faites ou non faites par le fournisseur ou loueur)
- suivant une périodicité
- à la remise en service (c'est-à-dire en cas de changement de site d'exploitation ou des conditions d'utilisation sur un même site, lors d'un démontage suivi d'un remontage, lors d'un remplacement, d'une réparation ou d'une transformation intéressant un organe essentiel ou suite à un accident provoqué par la défaillance d'un organe essentiel)

Le chef d'entreprise peut faire exécuter ces contrôles par une personne compétente de l'entreprise, du constructeur ou d'un organisme de prévention privé. Les vérificateurs doivent exercer régulièrement cette activité. La liste de ces personnes doit être tenue à la disposition de l'inspecteur du travail.

Les vérifications doivent être consignées sur le registre des appareils de levage à disposition sur le lieu d'utilisation

Pour les appareils mobiles, le compte rendu de la dernière vérification doit se trouver dans la machine

3.7.2. - MISE EN ŒUVRE ET UTILISATION

L'entrepreneur devra respecter les consignes données par le constructeur et contenues dans la notice d'instructions et notamment en ce qui concerne :

- les caractéristiques techniques (charge nominale ; tableau de charges ; surface d'appui : actions, scellement, voie de grue ... ; lestages etc...)
- les conditions d'utilisation (gabarit, vent maximum < 72 km/h à défaut d'indications, mise hors service, etc...)
- le carnet d'entretien

Confier l'appareil à une personne qualifiée connaissant parfaitement les consignes. L'autorisation de conduite permet de remplir cette obligation.

N'utiliser que des accessoires de levage éprouvés et marqués (palonniers, bennes, coffres, fourches, élingues, chaînes etc...) et interdire les dispositifs improvisés tels que tortillards

Pour l'exécution des manœuvres de levage, utiliser les gestes de commandement normalisés, doter le personnel de liaisons radio à chaque fois que cela s'avère nécessaire (visibilité insuffisante, éloignement entre l'opérateur et le chef de manœuvre etc...)

Aucun des composants de la grue ne peut être à une distance inférieure à 3 ou 5 mètres d'installations électriques (selon décret en vigueur).

3.7.3. - INSTALLATION DE L'APPAREIL

Les appareils de levage mus mécaniquement doivent être établis sur une surface d'appui présentant une résistance suffisante

La stabilité des appareils de levage mus mécaniquement doit être constamment assurée, même en dehors du service par des lests, haubans, vérins, scellements, amarres ou tous autres dispositifs ou moyens appropriés

Sur tout appareil de levage mu mécaniquement, il doit être apposé en permanence, auprès du conducteur ainsi qu'à la partie inférieure de l'appareil, une plaque indiquant les limites d'emploi de l'appareil, compte tenu notamment de l'importance et de la position du contrepoids, de l'orientation et de l'inclinaison de la flèche, de la charge levée en fonction de la portée et de la vitesse du vent compatible avec la stabilité

Des moyens de calage, d'amarrage ou de freinage doivent être utilisés pour immobiliser à l'arrêt les appareils de levage mobiles, tels que grues, et éviter leur déplacement sous l'action du vent. Ces dispositifs doivent être établis en tenant compte très largement des plus fortes poussées du vent à prévoir suivant les conditions locales

3.7.4. - MANŒUVRES

Le poste de manœuvre d'un appareil de levage doit être disposé de telle façon que le conducteur puisse suivre des yeux toutes les manœuvres effectuées par les éléments mobiles de l'appareil.

Si les conditions d'utilisation d'un appareil de levage ne permettent pas l'observation des dispositions de l'alinéa précédent, un chef de manœuvre, aidé le cas échéant, par un ou plusieurs travailleurs postés de manière à pouvoir suivre des yeux les éléments mobiles pendant leur déplacement, doit soit par la voix, soit par des signaux conventionnels, d'une part diriger le conducteur, d'autre part avertir les personnes qui peuvent survenir dans la zone où évoluent les éléments mobiles de l'appareil.

Des mesures efficaces doivent être prises pour empêcher la chute ou l'accrochage des matériaux, agrès ou toutes autres pièces soulevées.

Les matériaux, agrès ou toutes autres pièces dépassant le bord de la benne ou du dispositif similaire utilisé doivent être attachés au câble, à la chaîne ou au cordage de suspension, lorsque leur équilibre risque d'être compromis

Les charges constituées par des matériaux de longues dimensions (tels que : planches, poutres, poutrelles) doivent en cas de nécessité, et notamment lorsqu'il existe des risques particuliers d'accrochage, être guidés à distance pendant leur déplacement. En outre, ces matériaux doivent être solidement amarrés afin d'éviter tout glissement

Les matériaux de faibles dimensions ne peuvent être levés qu'au moyen de bennes, de plateaux, de palettes ou tous autres dispositifs similaires, d'un modèle s'opposant efficacement à leur chute.

Les conducteurs de grues et les personnes préposées à la manœuvre des appareils de levage doivent être protégés contre les chutes de menus matériaux, d'outils ou de tous autres objets similaires par un toit de sûreté. Ce toit, d'une résistance suffisante, doit être établi de telle sorte qu'il ne puisse les empêcher de surveiller la manœuvre de la charge

Toutefois, la protection des personnes préposées à la manœuvre des poulies de levage peut être assurée au moyen d'un casque, lorsque l'établissement d'un toit de sûreté est impossible

Lorsque des appareils de levage sont à l'arrêt aucune charge ne doit être suspendue au crochet

Lorsqu'un appareil de levage se dresse à proximité d'une construction sur laquelle des travailleurs sont occupés, l'espace libre entre les éléments mobiles de l'appareil et le dernier plancher doit être de 2 m au minimum. Si la charge passe à moins de 2 m du dernier plancher, un travailleur doit être désigné pour signaler l'approche des charges.

Il est interdit de préposer à la conduite des appareils de levage des travailleurs que leur connaissance imparfaite des consignes et des manœuvres rendrait impropre à remplir ces fonctions et dont les aptitudes n'auraient pas été reconnues satisfaisantes par un examen médical préalable. Il en est de même en ce qui concerne les travailleurs chargés de diriger les manœuvres effectuées par ces appareils au moyen de signaux donnés au conducteur.

3.7.5. - EPREUVES, EXAMENS ET INSPECTIONS

Les appareils de levage mus mécaniquement ainsi que leurs accessoires, doivent être éprouvés, examinés et inspectés dans les conditions prévues au titre VI du décret du 23 AOÛT 1947, modifié.

3.8. - CONDITIONS DE MANUTENTION DES DIFFERENTS MATERIAUX ET MATERIELS

3.8.1. - LIMITATION DES MANUTENTIONS MANUELLES

Il est demandé de réduire au maximum les manutentions manuelles de gros matériels et matériaux.

Si le recours à la manutention manuelle ne peut-être évité, on doit chercher à limiter l'effort physique et à réduire au maximum les risques encourus par les opérateurs.

Le port des charges est limité à 55 Kg et l'entrepreneur doit mettre à disposition des opérateurs des aides et accessoires pour saisir, soulever, déplacer, manipuler, porter, transvaser, contenir.

Pour éviter les risques, la prévention devra comprendre :

- Evaluation des risques,
- Organisation des postes de travail,
- Information des opérateurs
- Formation des opérateurs.

4. - MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTION SUR LE SITE (INTERFERENCE DE TACHES) ET TRAVAUX SPECIFIQUES

4.1. - PLANIFICATION DES TRAVAUX

La planification des travaux qui sera affinée au cours de la période de préparation sera établie de manière à ce que les interventions ne découlent sur des risques envers les autres entreprises.

4.2. - PROTECTIONS COLLECTIVES**4.2.1. - MESURES DE COORDINATION POUR LA MISE EN PLACE DE PROTECTIONS COLLECTIVES UTILISABLES PAR TOUS LES CORPS D'ETAT**

La désignation de l'entreprise chargée de leur fourniture, de leur mise en place et de leur maintenance est rappelée pour chaque type d'ouvrage dans le tableau ci-dessous :

Lots Concernés	Difficulté technique	Protections collectives Proposées	Risques identifiés
Lot 1	<ul style="list-style-type: none">- Travaux de voirie d'assainissement- Circulation piétonne	<ul style="list-style-type: none">- passerelle sur tranchée- balisage des fouilles ouvertes- blindage des fouilles (si nécessaire)- Nettoyage voie de circulation	<ul style="list-style-type: none">Chute de plein piedChute de personnesEnsevelissement
Lot 1	<ul style="list-style-type: none">- Circulation piéton- Terrassement- Circulation- Fers en attente- Maçonnerie	<ul style="list-style-type: none">- platelage sur regard- passerelle sur tranchée- balisage des fouilles ouvertes- Nettoyage voie de circulation- Fer Crossé ou protégé	<ul style="list-style-type: none">Chute de plein piedChute de personnesEnsevelissementEmpalement
Lot 02	<ul style="list-style-type: none">- Pose des éléments modulaire- Travaux sur toiture	<ul style="list-style-type: none">- Nacelle- Balisage de la zone de travail- Protection périphérique	<ul style="list-style-type: none">AccèsChute de hauteur

Les protections collectives autres que celles prévues par les P.P.S.P.S. de l'entreprise pourront être décidées soit par l'application de réglementation soit par le Maître d'Ouvrage et / ou le coordonnateur SPS.

Elles ne donneront pas lieu à une rémunération complémentaire. Si la décision concerne plusieurs entreprises simultanément, une répartition du coût sera faite au prorata des effectifs utilisateurs au moment de la décision.

Les protections collectives concernent principalement les risques de chute de hauteur du personnel, les risques de chute de matériels et matériaux et les risques de chute à travers les toitures.

4.3. - DEPLACEMENTS DES PROTECTIONS COLLECTIVES

Au cas où une tâche nécessiterait le déplacement ou l'enlèvement d'un dispositif de protection collective, l'entreprise (ou son sous-traitant) devra présenter la méthodologie qu'elle compte employer pour effectuer cette tâche, la nature des protections individuelles ou collectives qu'elle compte mettre en place, afin que ses ouvriers puissent travailler en sécurité pour effectuer la tâche en question et les mesures de protection qu'elle compte employer pour garantir la sécurité des autres intervenants du chantier.

4.4. - PROTECTIONS INDIVIDUELLES

Chaque salarié devra disposer en permanence de l'équipement de protection individuelle (casque, chaussures, lunettes, gants, etc....). L'employeur est tenu de justifier de leur fourniture.

4.5. - **MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTION SUR LE SITE**

4.5.1. - **DISPOSITIONS PRISES POUR LIMITER LES TRAVAUX SUPERPOSES**

Les travaux superposés exposent les travailleurs à des risques de chutes d'objets et de matériels.
Pour limiter ce risque, les dispositions ci-dessous seront prises :

- élaboration d'un calendrier prévisionnel évitant au maximum les interventions de diverses entreprises,
- si l'application de l'article ci-dessus s'avère compliqué, il sera procédé aux décalages horaires des interventions,
- si l'une et l'autre des dispositions ci-dessus s'avèrent inapplicables, il sera mis en place des protections physiques. Certaines de ces protections seront obligatoirement mises en place qu'il y ait risque superposés ou pas.

Peu de tâches se superposent et même si c'est le cas, et compte-tenu du contexte il est facile de scinder les interventions.

4.5.2. - **BRUITS**

Compte-tenu du site, aucun des engins, ni aucune activité ne doit produire des bruits supérieurs au niveau sonore légal (85 dB max. à 1,00 m horizontal).

Les engins utilisés à l'intérieur des locaux seront manuels ou électriques. Aucun appareil équipé de moteur à explosion ne sera toléré.

Certains travaux sont susceptibles de provoquer des nuisances acoustiques.

Le milieu est considéré comme bruyant à partir d'une intensité de 80 dB (A), à partir de 85 dB (A) si une protection collective ne peut être mise en place, des protecteurs individuels sont recommandés. A partir de 90 dB (A), l'entreprise est tenue d'établir un programme de mesures en vue de réduire le bruit ; dans ce cas et dans l'attente de la réduction du bruit à la source, le port des protecteurs individuels est obligatoire.

Pour réduire le risque, il existe trois niveaux de prévention :

- **la prévention intégrée** : le bruit est réduit à la source par des dispositions techniques (éloignement de la source, désolidarisation des transmissions, cabine insonorisée, traitement des locaux, ...)
- **la protection collective rapportée** : amélioration de l'existant par des capotages, des encoffrements des écrans, des échappements améliorés, des méthodes de travail indifférentes (outils hydrauliques plutôt que pneumatiques, ...) une coordination des interventions des entreprises pour réduire l'influence du bruit sur les salariés.

Dans le cas où il n'est pas possible de supprimer le risque à la source ou lorsque la mise en place de la protection collective s'avère impossible, l'entrepreneur devra mettre à disposition des salariés des équipements de protection individuels.

Pour tous travaux exposant à des niveaux sonores supérieurs à 85 dB (A) (marteaux piqueurs, conduite d'engins, meulage, tronçonnage,...) le port du casque antibruit ou l'emploi de bouchons auditifs est obligatoire.

5. - ORDRE ET SALUBRITE SUR LE CHANTIER

5.1. - NETTOYAGE

5.1.1. - NETTOYAGE DES CANTONNEMENTS

L'entreprise du Lot N° 01 assurera le nettoyage aux fréquences minimum suivantes :

- salles de réunions	hebdomadaire
- bureaux	hebdomadaire
- sanitaires	quotidien
- abords des cantonnements	quotidien
- vestiaires	quotidien
- réfectoires	quotidien

Des poubelles seront installées et gérées par l'entreprise, près des zones bureaux, cantonnements.

Ces travaux peuvent être confiés à une entreprise de nettoyage (une copie du contrat devra rester sur le chantier, afin que le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Œuvre ou le Coordonnateur SPS puisse vérifier l'entretien des locaux).

5.1.2. - NETTOYAGE DE LA VOIRIE

La chaussée devra être nettoyée autant que nécessaire de façon à limité tous risques envers les usagé.

5.1.3. - NETTOYAGE DU CHANTIER

L'ensemble du chantier sera nettoyé quotidiennement, pendant toute la durée. En aucun cas, les circulations ne devront être encombrées par des déchets.

6. - RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPERATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'EVACUATION DES PERSONNELS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIERE

6.1. - ORGANISATION DES SECOURS

6.1.1. - ACCES DU CHANTIER ET CIRCULATION SUR LE CHANTIER RESERVES AUX SECOURS :

Les secours (SAMU, ambulance, pompiers, médecins, ...) auront accès au chantier par la rue de la Piscine.

EN CAS D'ACCIDENT GRAVE VOIR CONTACTS CI-DESSOUS :

6.1.2. - TELEPHONE DE SECOURS

1) EVACUATIONS

- SAMU : 15
- POMPIERS : 18

2) **HOPITAUX**

Hôpitaux les plus proches :

- **CENTRE HOSPITALIER** - 1 Bd de l'Argonne - 55000 BAR LE DUC - Tél. 03.29.45.88.88

3) **PHARMACIE LA PLUS PROCHE**

- **PHAMACIE MARBOT** – 65 rue de Saint Mihiel – **55000 BAR LE DUC** – Tél: 03.29.79.04.73

4) **SOS MAINS**

- **Centre Chirurgical Emile Galé** – 49 rue Hermite - 54000 NANCY - Tél. 03.83.85.79.00

Transport évacuation à organiser avec la :

GENDARMERIE NATIONALE

27 avenue du 94è R.I.
55000 BAR LE DUC
Tél. 03.29.79.68.69 ou l 17

5) **CENTRE ANTI-POISONS**

Centre Anti-Poisons de NANCY – 29 Ave du Maréchal de Lattre de Tassigny - 54000 NANCY – Tél : 03.83.32.36.36

6) **CENTRE DES GRANDS BRULES**

- **NANCY BRABOIS** : 03.83.15.46.89
- **METZ BON SECOURS** : 03.87.55.31.35

6.1.3. - CONDUITE A TENIR EN CAS D'ACCIDENT GRAVE OU COLLECTIF

- 1) Cesser toutes activités sur le chantier pour se consacrer au secours. Chaque ouvrier est tenu de se mettre au service des secouristes et de se conformer strictement à leur instruction sans prendre d'initiative.
- 2) Donner l'alerte : suivant le degré d'importance que définissent les secouristes sur place.
- 3) Placer 1 vigile à l'entrée du chantier et dans toutes les zones utilisées pour guider les secours et les ambulances.

Ces chemins seront étudiés en fonction de l'avancement des travaux entre les secouristes qui devront parfaitement les connaître et les maintenir accessible et le coordonnateur de sécurité.

- 4) Engager l'évacuation pour conduire le ou les blessés vers les zones accessibles aux ambulances.
- 5) Prévenir les responsables d'entreprise et le coordonnateur de sécurité.

6.2. - DECLARATION D'ACCIDENT

Outre les déclarations réglementaires d'accident effectuées par l'entrepreneur, les accidents sont signalés au Coordonnateur SPS et au Maître d'Œuvre dans les 48 heures.

7. - MODALITES DE COOPERATION ENTRE LES ENTREPRENEURS, EMPLOYES OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

7.1. - ENTREPRISES DESIGNÉES PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE

7.1.1. - OBLIGATIONS DES ENTREPRISES

La nouvelle législation oblige contractuellement les entreprises à participer activement à la coordination de sécurité.

Elles doivent notamment dans un délai de 30 jours après réception du contrat :

- rédiger et adresser un PPSPS avant tout démarrage des travaux,
- permettre la consultation du PPSPS pour avis,
- adresser un PPSPS aux organismes de prévention (médecin du travail, CHSCT, délégué du personnel)
- tenir le PPSPS à la disposition de l'inspecteur du travail,
- informer le CSPS et les organismes de prévention des substitutions ou modifications par rapport au PGC,
- conserver le PPSPS pendant 5 ans à compter de la réception de l'ouvrage.

7.1.2. - COMMUNICATION DES PPSPS PAR LES ENTREPRISES

ENTREPRISES	COMMUNIQUE A
– Entreprise du lot principal	<ul style="list-style-type: none">– Inspection du travail– CRAM– OPPBTP– Coordonnateur SPS
– Entreprises exécutant des travaux à risques (art. L235.6)	<ul style="list-style-type: none">– Inspection du travail– CRAM– OPPBTP– Coordonnateur SPS
– Toutes les entreprises y compris celles définies ci-dessus	<ul style="list-style-type: none">– Coordonnateur SPS

7.2. - SOUS-TRAITANTS

7.2.1. - DECLARATION ET AGREMENT DU SOUS-TRAITANT

L'entreprise a l'obligation de déclarer au Coordonnateur SPS tout sous-traitant qu'elle prendrait pour réaliser une partie des travaux. Cette déclaration indiquera la nature précise des prestations sous-traitées.

Cette obligation s'applique pour les sous-traitants de 2ème degré ou de degré supérieur.

Cette déclaration est distincte de la demande d'agrément qui peut être demandée par le Maître d'Ouvrage et le Maître d'Œuvre.

Le Maître d'Œuvre et le Coordonnateur SPS pourront demander au Maître d'Ouvrage, le refus d'agrément d'une entreprise sous-traitante dont la structure ne répond pas aux exigences de sécurité définies au PGC et dans le PPSPS du titulaire.

7.2.2. - PLAN GENERAL DE COORDINATION

Le PGC sera remis par le titulaire du marché à chacun de ses sous-traitants.

7.2.3. - PPSPS

Avant tout démarrage des travaux, le sous-traitant devra dans un délai de huit jours après réception du contrat, adresser un PPSPS au coordonnateur SPS.

Le délai de fourniture du PPSPS est réduit à 8 jours entre la réception du contrat signé et l'engagement des travaux de second œuvre dès lors que ces travaux ne sont pas à risques particuliers.

Si les travaux exécutés par les sous-traitants sont les mêmes que ceux de l'entreprise, avec les mêmes modes opératoires que ceux définis dans le PPSPS de cette dernière, le sous-traitant pourra être exempt d'établir et de transmettre son propre PPSPS. Dans ce cas, elle s'engagera par écrit, au respect des mesures de sécurité arrêtées par l'entreprise.

7.2.4. - COMMUNICATION DU PPSPS

Le PPSPS du sous-traitant sera communiqué à :

Voir article 7.1.2

7.3. - TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

Les travailleurs indépendants ou les employeurs exerçant eux-mêmes une activité sur le chantier, sont assujettis :

- à l'obligation de remettre au Coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité
- Le Plan Général de Coordination leur est applicable en totalité.

7.4. - INTERIMAIRES

Les entreprises utilisant du personnel intérimaire devront s'assurer :

- que le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné,
- que le certificat d'aptitude médical pour la profession concernée a bien été délivré,
- que les salariés intérimaires soient intégrés au personnel de l'entreprise, notamment en ce qui concerne la formation à la sécurité, la fourniture des équipements individuels de protection et l'utilisation des installations vestiaires, réfectoires et sanitaires.